



Plan Local d'Urbanisme



6.1.0 – Note sur les annexes sanitaires

PLU arrêté en conseil municipal le

Juin 2025



Cabinet NOËL- COURTEY
Urbanistes conseil



GÉRÉA
ingénieurs écologues

SOMMAIRE

1) LE RÉSEAU D'EAU	4
Gestion de l'eau potable	4
Commune de Saumos	5
La ressource en eau et le service public de l'eau potable	5
2) GESTION DES EAUX USEES ET DES EAUX PLUVIALES	6
La définition de la politique générale	6
Commune de Saumos	8
Le schéma directeur d'assainissement	8
Assainissement non collectif	9
3) LA GESTION DES DÉCHETS	10
4) LA DÉFENSE INCENDIE	10
Le risque feu de forêt	10
L'intervention du SDIS	13
5) LE SATURNISME	16

1) LE RÉSEAU D'EAU

Gestion de l'eau potable

L'objectif est de garantir aux populations l'alimentation en eau potable. Toutes les zones urbanisées et urbanisables devront être desservies par le réseau public d'adduction d'eau. L'article L2224-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que les communes sont compétentes en matière de distribution d'eau potable. Dans ce cadre, elles arrêtent un schéma de distribution d'eau potable déterminant les zones desservies par le réseau de distribution.

Réseaux de distribution

En application de l'article R1321-57 – Livre III, Titre II, chapitre I du Code de la Santé Publique (sécurité sanitaire des eaux et des aliments) : « Les réseaux intérieurs mentionnés au 3° de l'article R1321-43 ne peuvent pas, sauf dérogation du préfet, être alimentés par une eau issue d'une ressource qui n'a pas été autorisée en application de l'article L1321-7. Ils ne doivent pas, du fait des conditions de leur utilisation, notamment à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, perturber le fonctionnement du réseau auquel ils sont raccordés ou engendrer une contamination de l'eau distribuée dans les installations privées de distribution... »

Réglementations applicables aux distributions privées

➤ Dans le cadre d'une distribution collective privée autre que pour l'usage personnel d'une famille : l'utilisation pour la consommation humaine est soumise à autorisation en application de l'article L1321-7 du Code de la Santé Publique. Le dossier d'autorisation est défini par l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R1321-6 à R1321-12 et R1321-42 du Code de la Santé Publique.

➤ Dans le cadre d'une distribution collective privée pour l'usage personnel d'une famille : l'utilisation d'eau à partir d'un puits ou d'un forage privé, pour l'usage personnel d'une famille doit être déclarée à la Mairie et à l'Agence Régionale de Santé, conformément à l'article L1321-7 du Code de la Santé Publique et aux articles R2224-22 à R2224-22-6 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la déclaration des dispositifs de prélèvements, puits ou forages réalisés à des fins d'usage domestique de l'eau et à leur contrôle ainsi qu'à celui des installations privatives de distribution d'eau potable.

Autres réglementations

Avant de réaliser un captage, il convient de respecter les réglementations et/ou recommandations suivantes :

➤ Le livre II Titre 1er du Code de l'Environnement, le Code Général des Collectivités Territoriales, le Code de la Santé Publique où sont codifiées les lois sur l'eau n° 92-3 du 3 janvier 1992 et n°2006-1772 du 30 décembre 20 06 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

➤ Article 131 du Code Minier.

- **La ressource**

La production, le traitement et la distribution publique d'eau potable sont assurés par le SIAEP de Saumos Le Temple.

L'exploitation est confiée en affermage à la Lyonnaise des Eaux devenue SUEZ.

L'alimentation en eau potable de la commune est assurée par un forage profond de la nappe captive oligocène, de 298 mètres, dont les débits maximums autorisés sont de 600 m³/jour et 75 000 m³/an.

Selon les données issues du RPQS, les volumes d'eau prélevés représentent en 2022, 66 550 m³.

Le forage, dit « forage du Château d'eau » est implanté sur les parcelles n° 270 et 271 section B du plan cadastral, au Sud du bourg à proximité de la RD.5. Un périmètre de protection immédiate a été délimité autour de ce dernier par arrêté préfectoral en date du 23 décembre 2019.

Le taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico chimiques est de 100 %.

A noter que la commune disposait d'un ancien forage implanté sur les mêmes parcelles, qui n'est plus exploité depuis des années et n'est plus en état de fonctionnement.

- **Le réseau**

En 2022, le nombre d'abonnements à l'échelle du SIAEP est de 564, dont 268 abonnements sur la commune de Saumos.

La commune dispose d'un réservoir, château d'eau localisé au bourg, d'un volume utile de 400 m³.

Le réseau s'étend sur 54,82 kilomètres sur le territoire Saumos-Le Temple.

L'indice linéaire de perte en réseau s'améliore (de 0,4m³/j/km en 2021 alors qu'il était de 0,7m³/j/km en 2013), résultat d'une meilleure connaissance du fonctionnement du réseau et d'une amélioration de la recherche de fuites. **Le rendement du réseau de distribution peut être qualifié de bon, atteignant 91,4% en 2022.**

2) GESTION DES EAUX USEES ET DES EAUX PLUVIALES

La définition de la politique générale

L'objectif est la maîtrise de l'évacuation des eaux usées et des eaux pluviales. La politique d'assainissement de la commune doit être cohérente avec la politique d'aménagement et d'urbanisme.

En application de l'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (modifié par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 - art.159 et 161)

I. - Les communes (ou les structures intercommunales) sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées.

II. - Les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. Elles peuvent également, à la demande des propriétaires, assurer les travaux de mise en conformité des ouvrages visés à l'article L1331-4 du Code de la Santé Publique, depuis le bas des colonnes descendantes des constructions jusqu'à la partie publique du branchement, et les travaux de suppression ou d'obturation des fosses et autres installations de même nature à l'occasion du raccordement de l'immeuble.

L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement municipaux et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat, en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations totales agglomérées et saisonnières.

III. - Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, les communes assurent le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission consiste :

1° Dans le cas des installations neuves ou à réhabiliter, en un examen préalable à la conception joint, s'il y a lieu, à tout dépôt de permis de construire ou d'aménager et en une vérification de l'exécution. A l'issue du contrôle, la commune établit un document qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires ;

2° Dans le cas des autres installations, en une vérification du fonctionnement et de l'entretien. A l'issue du contrôle, la commune établit un document précisant les travaux à réaliser pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement.

Les modalités d'exécution de la mission de contrôle, les critères d'évaluation des dangers pour la santé et les risques de pollution de l'environnement, ainsi que le contenu du document remis au propriétaire à l'issue du contrôle sont définis par un arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement.

Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles ont dû effectuer ce contrôle, au plus tard le 31 décembre 2012, puis doivent le renouveler selon une périodicité qui ne peut excéder dix ans.

Elles peuvent assurer, avec l'accord écrit du propriétaire, l'entretien, les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif prescrit dans le document de contrôle. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidange issues des installations d'assainissement non collectif.

Conformément à l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Les communes ou leurs établissements publics de coopération **délimitent, après enquête publique** :

– **1° Les zones d'assainissement collectif** où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

– **2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif** où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;

– 3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

- 4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement **lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.**

Il est rappelé à l'autorité compétente que **les rejets d'effluents**, de constructions neuves, même traités, **sont interdits** dans tout exutoire ne respectant pas les conditions précisées dans la délibération n°01-2017 de la MISEN de la Gironde.

Par ailleurs, il appartient à l'autorité municipale de prévenir par des précautions convenables et de faire cesser les pollutions de toute nature au titre de l'article **L2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales**.

Dans les zones à risque pouvant affecter les espaces naturels et urbains, en particulier les zones inondables, les rejets directs ou indirects d'eau usée, seront interdits dans les cours d'eau.

Ces zones peuvent comprendre les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un réseau de collecte ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement, soit parce que son coût serait excessif (**article R. 2224-6 du Code Général des Collectivités Territoriales**).

Commune de Saumos

La commune n'exerce pas par elle-même la compétence assainissement, compétence assurée par la communauté de communes médullienne.

Le schéma directeur d'assainissement

La commune a procédé à l'élaboration d'un Schéma communal d'Assainissement en 1999. Ce dernier a permis d'établir une **carte d'aptitude des sols à l'assainissement autonome** qui prend en compte l'étude des sols et les contraintes de l'habitat.



CLASSE COULEUR	APTITUDE A L'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL
I	SITE SATISFAISANT
II	SITE GLOBALEMENT SATISFAISANT
III	SITE PRESENTANT DES CONTRAINTES IMPORTANTES
IV	SITE INAPTE PRESENTANT DES CONTRAINTES MAJEURES
	NAPPE TEMPORAIRE

L'étude des sols laisse apparaître que l'ensemble des sols de la commune de Saumos est classé en catégorie I (vert), correspondant à des sols aptes à l'assainissement individuel où il n'y a aucune contrainte à sa mise en place.

L'analyse des contraintes de l'habitat dans le cadre du schéma montre qu'il n'y a globalement pas de contrainte technique significative à la mise en place de l'assainissement autonome au niveau des diverses zones habitées existantes sur la commune.

Seules certaines habitations situées au niveau des hameaux du Moulin Neuf et du Grand Courgas ainsi que dans le Bourg, présentent une contrainte parcellaire à l'assainissement individuel, mais cela reste très localisé ; le reste des habitations de ces secteurs ne présentant aucune contrainte.

En conclusion, le Schéma notifie que l'assainissement autonome reste la solution la mieux adaptée sur la commune, compte tenu de l'aptitude des sols, des faibles contraintes d'habitat et du coût financier qu'engendrerait la mise en place d'un système d'assainissement collectif.

En conséquence, l'ensemble de la commune a été classé en zone d'assainissement non collectif.

Assainissement non collectif

Depuis 2002, la communauté de communes médullienne a repris la compétence assainissement transférée par les communes et a créé le service du S.P.A.N.C. (Service Public d'Assainissement Non Collectif) qui a pour rôle :

- D'assurer le contrôle de conception, d'implantation et de réalisation des installations d'assainissement non collectif lors des travaux de création, de réhabilitation ou de modification de l'assainissement existant
- D'assurer le contrôle des installations existantes d'assainissement non collectif.

La Communauté de Communes Médullienne a mis en place en 2005 un programme complet de contrôle des 1574 installations.

Une première tranche de 393 contrôles a débuté cette même année et s'est terminée en 2008. Il en est ressorti que 70% des installations étaient non conformes dont 20% constituaient des points noirs susceptibles de porter atteinte à la salubrité publique.

Suite à cette première campagne, le conseil communautaire a décidé, conformément à la réglementation, de repousser la périodicité des contrôles liés aux diagnostics de 4 à 10 ans. Pour ce qui est des installations neuves, une quinzaine d'aménagement est contrôlée annuellement.

Selon les données fournies par le S.P.A.N.C., en 2024, sur les 126 diagnostics réalisés, **le taux de conformité des installations atteint 52 % (soit 65 installations conformes et satisfaisantes)**. La prochaine campagne de contrôles doit être menée en 2025 sur le territoire communal.

3) LA GESTION DES DÉCHETS

La gestion des déchets est une compétence de la Communauté de Communes Médullienne,

Trois types de collectes sont assurés sur la commune, les déchets ménagers, les déchets recyclables, et les papier et magazines, 1 fois par semaine.

Deux conteneurs de recyclage de verre sont à disposition (Rue de la Gare et Bois de la Cure).

Les bennes de collecte sont orientées vers le centre de transfert communautaire implanté au lieu-dit Mont d'Or, sur la commune de Castelnau de Médoc.

Les déchets ménagers et assimilés sont transférés et traités vers le centre d'incinération de la société ASTRIA, se trouvant à Bègles.

Les recyclables sont également transférés à Bègles vers le centre de tri de la société VEOLIA.

La Cdc Médullienne dispose de 2 déchetteries, sur la commune de Castelnau de Médoc et de Le Porge, accessibles à l'ensemble des administrés résidants sur le territoire communautaire. Les entreprises implantées sur les communes membres y ont aussi accès à la condition d'être dotées d'une carte d'accès spécifique.

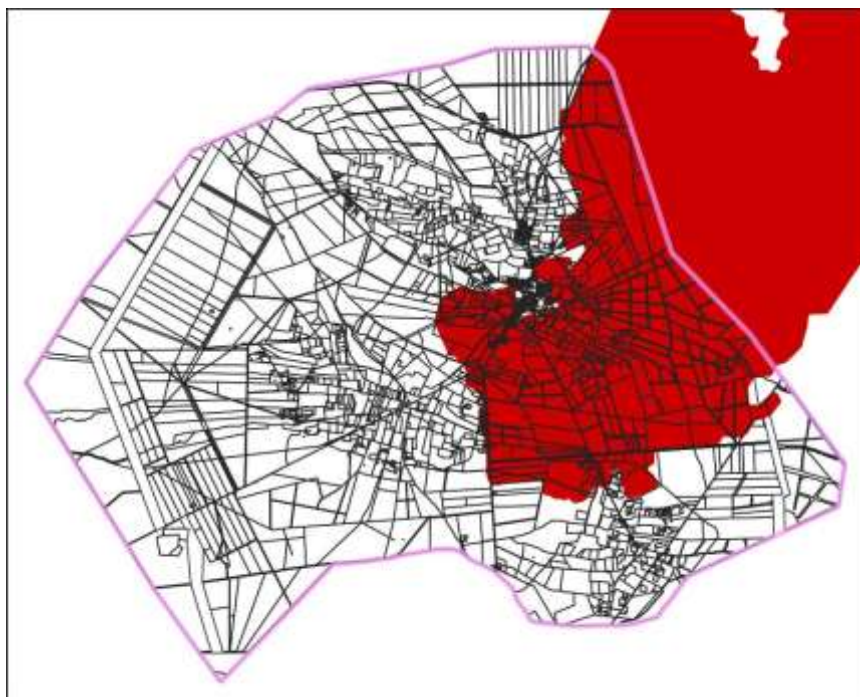
4) LA DÉFENSE INCENDIE

Le risque feu de forêt

« On parle d'un feu de forêt lorsqu'un feu concerne une surface minimale d'un hectare d'un seul tenant et qu'une partie au moins des étages arbustifs et/ou arborés (parties hautes) est détruite. Généralement, la période de l'année la plus propice aux feux de forêt est l'été, car aux effets conjugués de la sécheresse et d'une faible teneur en eau des sols, viennent s'ajouter les travaux en forêt. 95% des feux sont d'origine anthropique, la seule cause naturelle en Gironde est la foudre. »

Le département de la Gironde est particulièrement exposé aux risques d'incendies forestiers de par son importante surface boisée (taux de boisements de 48% selon le DDRM de 2021 – chiffre 2009) et d'un indice d'ensoleillement élevé. Il s'agit du premier département français en termes de départs de feux observés. La cause de ces départs est à 92% d'origine anthropique, l'unique cause naturelle en Gironde est la foudre. **La commune de Saumos est d'autant plus exposée au vu de sa superficie boisée (98% de surface forestière).**

La commune a été fortement marquée en septembre 2022 par d'importants incendies qui ont touchés 1250 ha sur la commune (voir carte ci-après).



Secteurs touchés par l'incendie de septembre 2022 (en rouge)

Le règlement interdépartemental de protection de la forêt contre les incendies.

Le règlement vise à mieux prévenir les incendies de forêt, à faciliter les interventions des services et à limiter les conséquences, que ce soit par le débroussaillage, la limitation de l'apport du feu ou la réglementation des activités en forêt sur les départements de la Gironde, des Landes et du Lot-et-Garonne.

5 niveaux croissants de vigilance

→ 1 et 2 : le vert (faible) et le jaune (moyen) sont déterminés en fonction de la période.

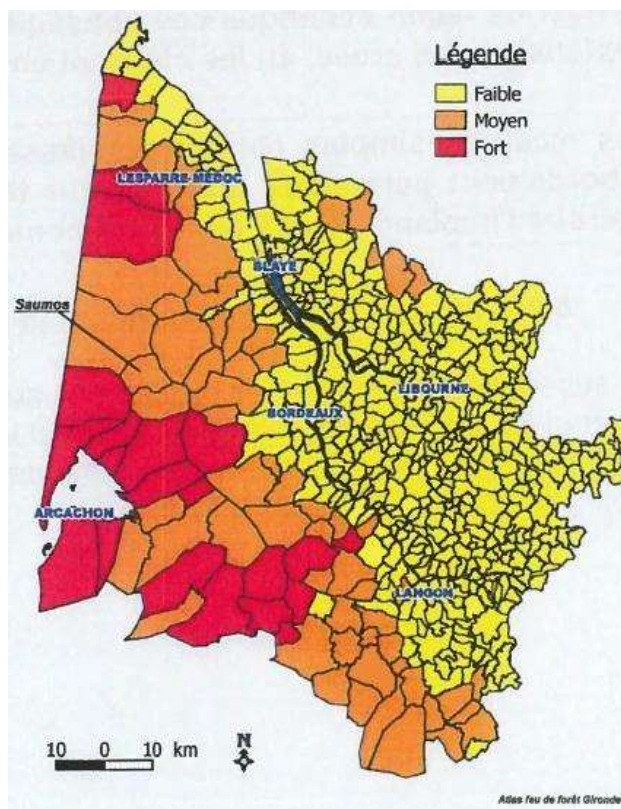
→ 3 à 5 : l'orange (risque élevé), le rouge (très élevé) et le noir (exceptionnel) sont déterminés par le préfet de chaque département.

En fonction de ces vigilances, le règlement présente les différentes mesures à respecter comme l'obligation générale de débroussaillage, l'interdiction du brûlage à l'air libre des déchets verts ou encore l'interdiction de fumer ou d'allumer un barbecue en période jaune, orange, rouge ou noire dans les espaces exposés des communes à dominante forestière.



Source : DDRM 2021

Aujourd'hui la commune n'est plus couverte par un Plan de Prévention du Risque (PPR) feux de forêt. Le PPR communal prescrit le 22 juillet 2002 a été dé-prescrit le 13 août 2009 par arrêté préfectoral.



Cartographie de l'aléa feu de forêt en Gironde
(source : Atlas départemental du risque d'incendie de
forêt de Gironde)

Entre 1970 et 2002, la commune de Saumos a connu 98 feux détruisant approximativement 170 ha, soit une surface incendiée par feu de 1,74 ha/feu.

En 1982 un feu a détruit 121 ha.

Bilan de l'incendie de septembre 2022
Il a détruit 3 400 ha (entre Saumos et St-Hélène) et conduit à l'évacuation de 1840 personnes.

L'analyse synthétique du risque établi dans l'atlas donne un risque moyen sur cette commune notamment en raison d'un aléa fort. C'est pourquoi cette commune a fait l'objet d'une étude détaillée permettant de mieux connaître la répartition du risque sur le territoire communal.

Le dispositif national de surveillance et de prévision des feux de forêt est sous la responsabilité de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises. Météo-France fournit aux services de la sécurité civile des cartes expertisées de dangers météorologiques d'incendie, des données météorologiques et des indices spécifiques, dont des cartes d'Indice feu de forêt. Il est calculé selon une méthode canadienne à partir de données météorologiques : pluies, températures, humidité de l'air, vent ...

De plus, chaque été, des prévisionnistes de Météo-France sont détachés auprès des autorités qui coordonnent la lutte contre les feux de forêt depuis les centres opérationnels de Marseille (Bouches-du-Rhône) et de Bordeaux.

Les obligations de débroussaillage

L'obligation de débroussaillage et de maintien en état débroussaillé (Article L134-6 du code forestier) s'applique, pour les terrains situés à moins de 200 mètres des bois et forêts, dans chacune des situations suivantes :

- 1) Aux abords des constructions, chantiers et installations de toute nature, sur une profondeur de 50 mètres ; le maire peut porter cette obligation à 100 mètres ;
- 2) Aux abords des voies privées donnant accès à ces constructions, chantiers et installations de toute nature, sur une profondeur fixée par le préfet dans une limite maximale de 10 mètres de part et d'autre de la voie ;

- 3) Sur les terrains situés dans les zones urbaines délimitées par un plan local d'urbanisme rendu public ou approuvé, ou un document d'urbanisme en tenant lieu ;
- 4) Dans les zones urbaines des communes non dotées d'un plan local d'urbanisme ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu ; le représentant de l'Etat dans le département peut, après avis du conseil municipal et de la commission départementale compétente en matière de sécurité et après information du public, porter l'obligation énoncée au 1° au-delà de 50 mètres, sans toutefois excéder 200 mètres ;
- 5) Sur les terrains servant d'assiette à l'une des opérations régies par les articles L. 311-1, L. 322-2 et L. 442-1 du code de l'urbanisme ;
- 6) Sur les terrains mentionnés aux articles L. 443-1 à L. 443-4 et L. 444-1 du même code.

Ainsi, dans la zone considérée comme sensible au risque d'incendie de forêt, tout propriétaire d'une construction doit débroussailler dans un rayon de 50 mètres autour de sa construction et 10 mètres de part et d'autre des voies privées y donnant accès. Si, en plus, il possède un terrain classé U sur le document d'urbanisme de sa commune, c'est le terrain dans sa totalité qui doit être débroussaillé, qu'il soit construit ou non. Dans le cas où le rayon de 50 mètres sort de sa propriété, c'est au propriétaire de l'habitation de débroussailler chez son voisin. C'est en effet son habitation qui génère un risque. Si le voisin refuse l'accès à sa propriété, il devient responsable de l'obligation de débroussaillage et sa responsabilité peut être engagée.

Au contact des espaces naturels non agricoles (forêt, landes, bois, friches), pour protéger les constructions du massif forestier et inversement, les services recommandent la mise en place d'une bande de roulement périmétrale d'une largeur de 4 m et des accotements de part et d'autre de 1 m de large, hors fossés, englobant l'ensemble des bâtiments, équipements ou ouvrages projetés et disposant d'un accès normalisé à la forêt tous les 500 m.

L'intervention du SDIS

La DECI doit permettre de disposer des ressources en eau nécessaires à la lutte contre les incendies.

Le Règlement de Défense Extérieure Contre l'Incendie de la Gironde (RDDECI), élaboré par le SDIS et approuvé par arrêté préfectoral le 26 juin 2017, définit les principes de la Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Ce règlement adapte le dimensionnement de la défense incendie en fonction de 5 niveaux de risque courant (très faible, faible, ordinaire, important, très important). A chaque niveau de risque correspond un volume d'eau ou débit ainsi qu'une distance maximale entre le point d'eau incendie et l'enjeu bâtementaire à défendre.

Ainsi, pour les niveaux de risque très faible et faible, le règlement permet d'accepter une DECI correspondant à 30 m/h pendant 1 h, soit une réserve de 30 m³ minimum à une distance maximale de 400 m (risque très faible) et 200 m (risque faible) du bâti à défendre.

Il appartient à la collectivité, à partir de la grille de dimensionnement de la DECI, de s'assurer que chaque bâti dispose d'une défense incendie adaptée et proportionnée au risque à défendre.

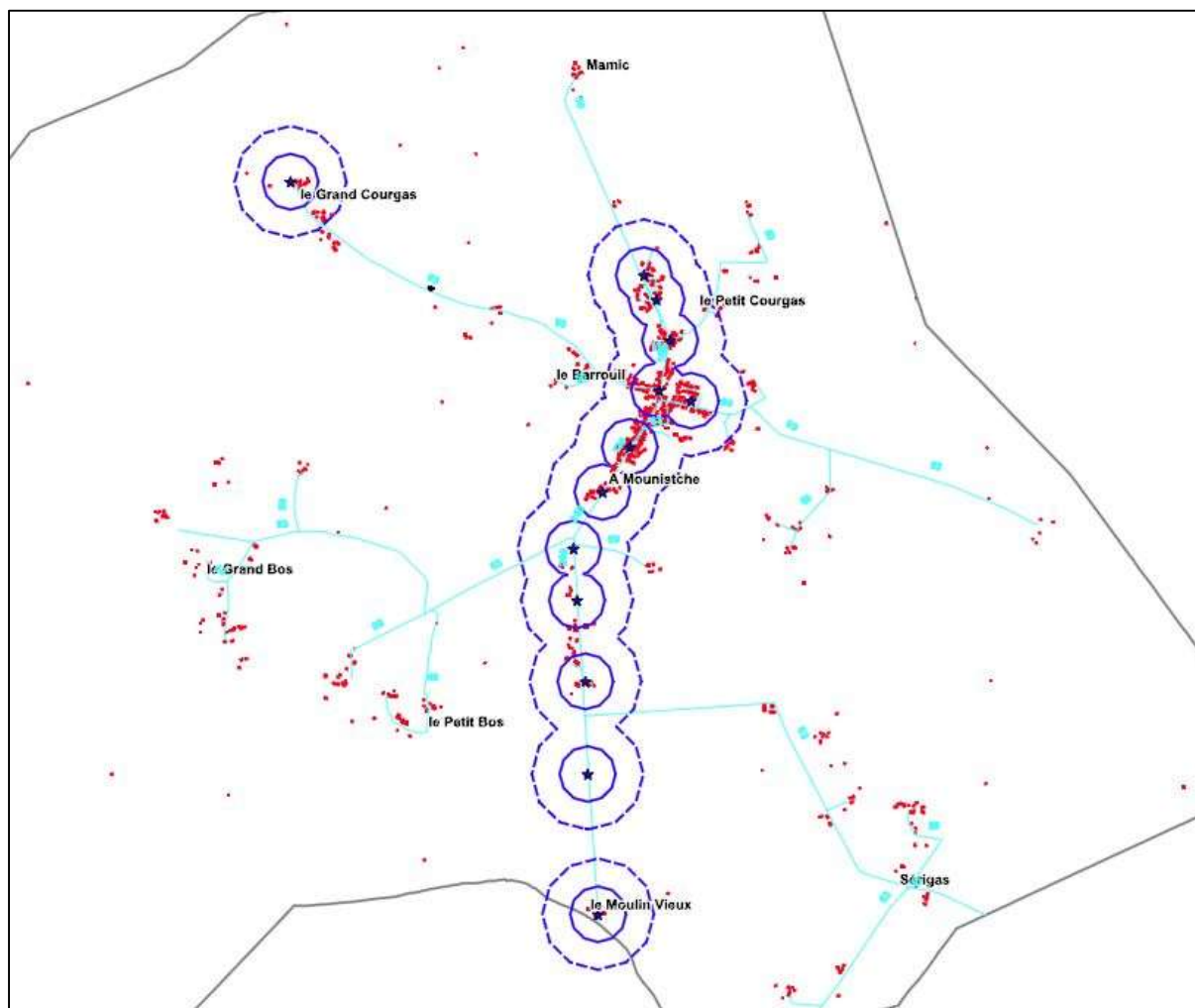
Le dispositif de défense incendie est fortement concentré sur le bourg et l'axe RD 5.

L'ensemble du bourg est bien couvert, à l'exception du lieu-dit de Barrouil à l'Ouest.

Les habitats dispersés (détails ci-après) sont plus vulnérables (en l'absence d'autres protections de type étang, citerne...).

Les secteurs ci-après ne disposent pas d'une défense incendie à moins de 200 m ou sont défendus par des points d'eau incendie présentant un débit inférieur à 60 m³/h :

- Route du Grand Courgas, le « Grand Courgas »,
- D5E3 direction Lacanau,
- Route du Petit Courgas,
- Route d'Antone,
- Rue de l'Eglise, route du Grand Courgas, lieu-dit « Le Barrouil »,
- D5 Avenue du Medoc route de Ste Hélène,
- Route du Moulin, lieu-dit « le Moulin de l'Eyron »,
- Route de Serigas, route de la Forêt, lieu-dit « Pierrot »,
- D5E4 direction Le Porge,
- D5E3 direction Lacanau,
- Route du stade,
- Lotissement le Clos du Courgas, Allée des Bécasses,
- Route du Petit Courgas,
- Rue de la Gare,
- D5 direction Le Temple, Avenue des Landes,
- entre les lieudits « La Croix » et « Brieu »,
- Rue des Pivoines, lotissement « La Clairière de Courgas »,
- Lotissement la Clairière de l'Océan.



Les récents lotissements ont fait l'objet d'aménagements spécifiques (bande enherbée entre les habitations et les boisements permettant l'accès aux véhicules du SDIS – installation de dispositifs de protection incendie.)

Un contrôle des points d'eau incendie (PEI) a été établi en 2022 a été effectué tant sur les PEI publics que privés.

PEI publics 2022

N°	Mesure ?	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
2	X	PI100	RTE DU TEMPLE - CHÂTEAU D'EAU	4,5	3,0					Disponible
3	X	PI100	AVE DES LANDES AU N° 024	4,0	3,0					Disponible
49	X	PI100	RD 5 LD BRIEU	4,5	3,0					Disponible
52	X	PI100	RD 5 / RD 5 E4	4,5	3,0				11	Disponible
53	X	PI100	AVE DES LANDES DIRECTION LE PORGE	2,8	1,5				56	Disponible
55	X	PI100	RD 5 LD CAZEAU	4,5	3,0					Disponible
4	X	PI100	RUE DE L'EGLISE / RTE DE LACANAU	4,5	3,0					Disponible
5	X	PI100	PISTE 203 / RTE DE LACANAU	2,7	1,8					Disponible
54	X	PI100	RTE DU PETIT COURGAS / RTE DE LACANAU	4,0	2,0					Disponible

Anomalie 11 : Bouchons manquants

Anomalie 56 : Fermeture difficile

PEI privés 2022

Commune	Etablissement	N°	Type	Etat	Adresse	Date du contrôle	P° statiq.	P° dyn. *	Débit 1 bar	Débit max	Capacité	Anomalies
SAUMOS	CLAIRIERE DE COURGAS	41	Réserve souple alimentée	Disponible	PETIT COURGAS D9E3	25/11/2020					120	
SAUMOS	CLOS D'AMELIA	50	Réserve souple	Disponible	LOT LE CLOS D'AMELIA D5	28/02/2017					120	
SAUMOS	FORESTIER	10	Puits foré MPRI	Disponible	LAGUNE DES GARTILLOTS	20/09/2021				47	33	10
SAUMOS	FORESTIER	11	Puits foré MPRI	Disponible	MOULUGAT D5 E4	22/09/2021				43	43	10
SAUMOS	FORESTIER	15	Point d'eau	Disponible	CRASTE DE LEYRON	13/09/2021					10	
SAUMOS	FORESTIER	16	Cours d'eau	Disponible	MAMIC OUEST	13/09/2021					10	
SAUMOS	FORESTIER	17	Point d'eau	Disponible	CANAL PISTE 48 LIMITE	13/09/2021					10	
SAUMOS	FORESTIER	18	Cours d'eau	Disponible	CRASTE DE LEYRON / PISTE INTERCOMMUNALE 203	13/09/2021					10	
SAUMOS	FORESTIER	21	Cours d'eau	Disponible	PISTE 28 DE LA CRASTE DE LEYRON	13/09/2021					10	
SAUMOS	FORESTIER	22	Cours d'eau	Disponible	PIERROT	13/09/2021					10	
SAUMOS	FORESTIER	24	Cours d'eau	Disponible	LE JANBRA	13/09/2021					10	
SAUMOS	FORESTIER	25	Cours d'eau	Disponible	PISTE 35 LD LAGUNE MARCON	13/09/2021					200	
SAUMOS	FORESTIER	26	Cours d'eau	Disponible	MAMIC PONT	13/09/2021					10000	0
SAUMOS	FORESTIER	27	Point d'eau	Disponible	MOULIN DE LEYRON	13/09/2021					10	
SAUMOS	FORESTIER	29	Point d'eau	Disponible	LA LANDE DE PETIT BOS	13/09/2021					200	
SAUMOS	FORESTIER	30	Cours d'eau	Disponible	CRASTE DE LEYRON SUD	13/09/2021					10	
SAUMOS	FORESTIER	31	Point d'eau	Disponible	LE GRAND COURGAS PISTE 3A	13/09/2021					10000	0
SAUMOS	FORESTIER	32	Point d'eau	Disponible	CRASTE DE LEYRON / D5	13/09/2021					10	
SAUMOS	FORESTIER	33	Point d'eau	Disponible	LE PETIT BOS	13/09/2021					200	
SAUMOS	FORESTIER	35	Point d'eau	Disponible	LAGUNE MOULUGAT	13/09/2021					10000	0
SAUMOS	FORESTIER	36	Point d'eau	Disponible	LE COMMUN PISTE 18B	13/09/2021					200	
SAUMOS	FORESTIER	37	Point d'eau	Disponible	CRASTE DE LEYRON PISTE 48 SUD	13/09/2021					10	
SAUMOS	FORESTIER	38	Point d'eau	Disponible	LE GRAND COURGAS INTER PISTE 6A	13/09/2021					10000	0
SAUMOS	FORESTIER	39	Cours d'eau	Disponible	SERIGAS	13/09/2021					200	
SAUMOS	FORESTIER	40	Cours d'eau	Disponible	BREUX	13/09/2021					200	
SAUMOS	FORESTIER	43	Réserve DFCI	Disponible	LAGUNE DES GARTILLOTS	18/03/2011					60	
SAUMOS	FORESTIER	44	Réserve DFCI	Disponible	LE GRAND COURGAS	18/03/2011					60	
SAUMOS	FORESTIER	45	Réserve DFCI	Disponible	MOULUGAT D5 E4	18/03/2011					60	
SAUMOS	FORESTIER	46	Réserve DFCI	Disponible	PISTE 6A INTER PISTE 13							

Commune	Etablissement	N°	Type	Etat	Adresse	Date du contrôle	P° statiq.	P° dyn. *	Débit 1 bar	Débit max	Capacité	Anomalies
SAUMOS	FORESTIER	47	Réserve DFCI	Disponible	PISTE 6A INTER PISTE ALBY CAZAUX	19/03/2011					60	
SAUMOS	FORESTIER	48	Point d'eau	Disponible	PETIT BOS FACE ROUTE DE L'ESQUIROT	13/09/2021					200	
SAUMOS	FORESTIER	8	Puits foré MPRI	Disponible	LE PETIT COURGAS	22/09/2021				27	27	
SAUMOS	FORESTIER	9	Puits foré MPRI	Disponible	ALBY CAZAUX	22/09/2021				33	33	
SAUMOS	JARDINS DE SAUMOS	56	Réserve souple	Disponible	LOTISSEMENT LES JARDINS DE SAUMOS	20/11/2020					120	
SAUMOS	PETIT COURGAS	42	Réserve ciel ouvert	Disponible	PETIT COURGAS SUD	18/06/2018					120	
SAUMOS	TRANSMEDOC ECORCES	51	Réserve souple	Disponible	TRANSMEDOC ECORCES ROUTE DE SERIGAS	24/06/2021					120	
SAUMOS		12	Puits foré MPRI	Disponible	SAUTUAINE	22/09/2021				27	27	78
SAUMOS		13	Puits foré MPRI	Disponible	LE GRAND COURGAS	22/09/2021				38	33	10
SAUMOS		14	Point d'eau	Disponible	MAMIC (CANAL)	13/09/2021					10000	0
SAUMOS		16	Cours d'eau	Disponible	CANAL PISTE 28	13/09/2021					10000	0
SAUMOS		23	Cours d'eau	Disponible	LES GARTILLOTS	13/09/2021					10	
SAUMOS		34	Point d'eau	Disponible	PISTE PSAALBY CAZAUX	13/09/2021					10000	0
SAUMOS		57	PI de 100 mm	Disponible	LOT CLOS DES RESINIERS - RUE DE L'EGLISE AU N° 002	08/09/2020	4,5	2,5				

Anomalie 10 : Abords non entretenus (végétation)

Anomalie 78 : Manque buse protection

5) LE SATURNISME

Conformément à l'Article L1334-5 du Code de la Santé Publique, **l'ensemble du Département de la Gironde, a été classé en zone à risque d'exposition au plomb par arrêté préfectoral du 22 décembre 2000.**

La commune, comme l'ensemble du département, est soumise au décret n°2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme et modifiant les articles R.1334-1 à R.1334-13 du code de la santé publique (dispositions réglementaires).

Tous logements dont le permis de construire a été délivré avant le 1er janvier 1949 doivent faire l'objet d'un constat de risque d'exposition au plomb. Ce document vise à informer l'acquéreur ou le locataire du bien. Si la présence de plomb est avérée et qu'elle présente un danger pour les occupants ou le voisinage, il peut être ordonné des travaux.